

A. 174.193/400

Le Gouvernement Royal Hellénique est sûrement informé que, dans leur désir de s'assurer contre la Turquie la collaboration de la Bulgarie, les Grandes Puissances de l'Entente, ayant à cet effet entamé des pourparlers avec le Gouvernement de Sofia, auraient le projet de lui promettre des compensations territoriales au détriment des autres Etats Balkaniques et que, pour ce qui concerne spécialement la Grèce, elles seraient disposées à faire à la Bulgarie la promesse d'agir auprès Grèce pour satisfaire, aux dépens de l'intégrité territoriale Grèce, les convoitises Bulgares.

Le Gouvernement Royal Hellénique faillirait à ses devoirs les plus sacrés s'il ne s'empresait pas de formuler sur l'heure auprès des Grandes Puissances de l'Entente les plus vives et les plus solennelles protestations contre l'atteinte qui serait ainsi projetée à l'indépendance et l'intégrité territoriale du Royaume, en déclarant en même temps de la manière la plus formelle qu'entre la Grèce et la Bulgarie il n'y a et il ne saurait avoir aucune question à régler au sujet de Cavalla, qui est un territoire exclusivement Grec appartenant au Royaume à la suite d'une guerre victorieuse et en vertu d'un titre légal

accepté par la Bulgarie, titre auquel nul ne
pourrait porter atteinte sans violer les principes
fondamentaux du droit régissant les nations
civilisées. Mais en formulant cette protesta-
tion, le Gouvernement Royal Hellénique est
convaincu que le projet contre lequel il a
l'impérieux devoir de s'élever préventivement
ne sera nullement réalisé. Il se refuse en effet
de croire que les Grandes Puissances de l'Entente,
qui sont par tradition les Protectrices de la
Grèce, puissent jamais entreprendre quoi que ce
soit contre l'intégrité de son territoire. Il est
de même persuadé qu'elles ne pourraient, si
fort que soit leur désir d'abréger la guerre
et de s'adjurer la victoire, chercher à se procurer
un nouveau auxiliaire au prix de la spoliation
d'un tiers et surtout d'un pays, qui comme
allié loyal d'un de leurs propres alliés, la
Serbie, leur a rendu les plus signalés services
précisément contre l'État, dont il s'agirait
maintenant de payer le concours. —